

PROJET POUR UN HÔPITAL PUBLIC DE PROXIMITÉ ROBERT PICQUÉ 2022



**ALTERNATIVE AU PROJET BAHIA
pour la sauvegarde de l'hôpital Robert Picqué**

**Présentée par Loïc Prud'homme
député de la 3ème circonscription de la Gironde
17 février 2020**

mise à jour de février 2022



SOMMAIRE

1 SITUATION HISTORIQUE

2 « BAHIA », UN PROJET HOSPITALO-IMMOBILIER

- 2.1 Le désengagement de l'armée pour des raisons financières
- 2.2 Un projet marqué par l'opacité
- 2.3 Impacts sanitaires de la fusion
- 2.4 Une large opposition populaire

3 ROBERT PICQUÉ 2022 : RENFORCER L'HÔPITAL, METTRE CET ESPACE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- 3.1 Le maintien d'un hôpital public de proximité performant sur le site de Robert Picqué
- 3.2 Faire du site Robert Picqué un poumon vert de notre territoire
- 3.3 Les enjeux budgétaires

ROBERT PICQUÉ 2022 : PROJET POUR MAINTENIR UN HÔPITAL PUBLIC DE PROXIMITÉ EN PLEINE CRISE SANITAIRE.

Le 17 février 2020, à l'aube d'une crise sanitaire qui allait paralyser notre pays pendant des mois, je présentais à la presse et aux citoyens mon projet «Robert Picqué 2022» pour assurer un avenir à notre hôpital public de proximité.



Présentation du projet «Robert Picqué 2022» le 17 février 2020

Les arguments que j'y déployais ce sont hélas révélés d'une grande actualité au regard de la pandémie mondiale que nous traversons encore.

L'hôpital Robert Picqué a en effet joué un rôle majeur au printemps 2020 dans l'accueil des patients atteints du Covid-19. Il a pris en charge des dizaines de patients en provenance de tout le territoire national, passant en urgence de 10 à 15 lits de réanimation, afin de soulager les hôpitaux publics saturés pendant la première vague du printemps 2020.

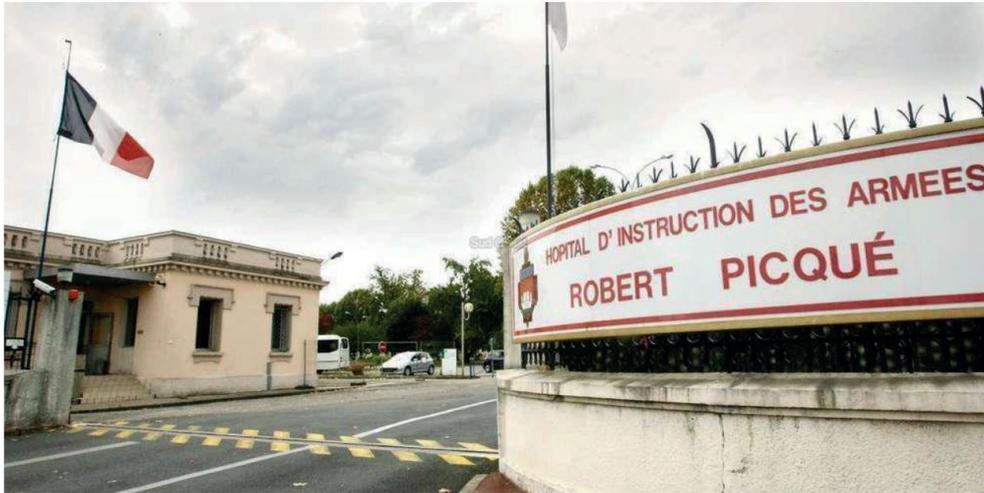
Cet hôpital a toutes les habilitations pour faire face à une épidémie de grande ampleur, sa structure pavillonnaire et l'espace dont il dispose le rendent particulièrement adapté pour accueillir dans de bonnes conditions les patients dans une telle situation.

De plus, son implantation le rend facile d'accès pour l'acheminement en urgence de patients issus de l'extérieur de la Métropole. Ces critères ont permis à l'hôpital Robert Picqué d'être un relais complémentaire du CHU Pellegrin pendant tout le pic épidémique.

Gironde : l'hôpital militaire Robert-Picqué entre dans la bataille contre le coronavirus

🕒 Lecture 2 min

Accueil • Santé • Covid • L'épidémie De Coronavirus En Nouvelle-Aquitaine



■ L'hôpital militaire Robert-Picqué a accueilli dix malades venus de la région Grand-Est. © Crédit photo : Archives Stéphane Lartigue

Capture d'écran du journal Sud-Ouest le 31/03/2020

Malheureusement, la fusion des services en cours avec la Maison de Santé Bagatelle a impacté négativement cette prise en charge. L'accès aux équipements médicaux indispensables pour prendre en charge les patients en réanimation a été fortement ralenti. En cause, une priorisation différente des soins entre les deux entités.

Le projet BAHIA entraînera la fermeture de plusieurs dizaines de lits d'hospitalisation, la suppression de postes de soignants et menace gravement l'accès aux soins pour toute la population d'un bassin de vie de 200 000 habitants.

La fusion entre les deux établissements acte de plus la disparition de la structure départementale de référence pour les urgences Nucléaires, Radiologiques, Biologiques, Chimiques (NRBC) et l'héliport, indispensables pour faire face à des catastrophes sanitaires. **La population ne pourra plus être prise en charge correctement en cas de crise ou catastrophe de grande ampleur.**

Début 2021, l'hôpital Robert Picqué a pris toute sa part dans la campagne de vaccination dans notre département. Une fois de plus cette structure et son espace montrent là toute leur utilité mais cet hôpital doit être plus qu'un vaccinodrome, il en va de l'avenir de l'accès aux soins sur notre territoire.



Capture d'écran du compte twitter de la Ministre des Armées le 5 mars 2021

Le rôle de Robert Picqué pendant la crise sanitaire n'est pas un exemple isolé, le service de santé des armées, via notamment les hôpitaux militaires, a été un soutien indispensable aux services d'urgence des hôpitaux publics pendant la crise sanitaire malgré la pénurie de moyens et de personnels comme l'a souligné un récent rapport du Sénat sur le sujet¹. Ce rapport pointe également une sous-estimation du risque pandémique dans la dernière loi de programmation militaire.

La Ministre des Armées Florence Parly avait annoncé le 24 avril dernier dans la presse une suspension des transformations hospitalières, pourtant le projet BAHIA se poursuit à ce jour à marche forcée et au détriment de l'intérêt général.

Près de deux ans après la présentation de mon projet pour Robert Picqué et le début de la crise sanitaire, nos dirigeants n'ont malheureusement pas su tirer les leçons de cette pandémie et des conséquences de leur politique de casse de l'hôpital public. Je remets donc ici à leur disposition, mes propositions formulées au service de l'intérêt général, celles-ci n'ont pas changé, leur pertinence et leur urgence ont été renforcées par la crise sanitaire.

Plus que jamais il est nécessaire de revoir ce projet qui sert uniquement des intérêts économiques et pénalisera durablement tout un territoire.

Janvier 2022,

Loïc Prud'homme
Député de la Gironde

1. <http://www.senat.fr/rap/r19-501/r19-5011.pdf>

1

SITUATION HISTORIQUE : UNE COMPLÉMENTARITÉ ENTRE DEUX STRUCTURES SANITAIRES SUR LE SUD DE L'AGGLOMÉRATION

L'hôpital militaire Robert Picqué et la Maison de Santé Protestante Bagatelle sont distants de 900 mètres sur la route de Toulouse et travaillent déjà en bonne complémentarité sanitaire.



L'hôpital Robert Picqué traite 28 000 urgences par an, pour 242 lits d'hospitalisation et 800 personnels médicaux civils et militaires sur 25 hectares de foncier.

L'hôpital soigne 80% de civils et est reconnu comme un hôpital de proximité prodiguant des soins de qualité dans des délais d'attente modérés.

Doté d'un parking gratuit, il est d'un accès facile pour l'ensemble de la population d'un large secteur géographique qui s'étend de Talence jusqu'au porte de La Brède en passant évidemment par Villenave-d'Ornon, Bègles, Cadaujac, Martillac, Léognan, etc. Un bassin de vie de près de 200 000 personnes est concerné par ce service hospitalier.

En 2001 l'Hôpital Robert Picqué a fait l'objet d'importantes rénovations concernant 7 blocs chirurgicaux, les laboratoires d'analyses, la stérilisation, le service des urgences et les locaux techniques pour un coût total de 30 millions d'euros (hors coût de l'héliport et des équipements médicaux).

Services médicaux initialement assurés sur le site de R. Picqué :

- Urgences et réanimation
- Urgences dentaires
- Chirurgie viscérale
- Urologie et urologie carcinologique
- Odontologie
- ORL et ophtalmologie
- Lits de médecine : gastro-entérologie, cardiologie, pneumologie, oncologie, médecine physique et réadaptation, psychiatrie



La Maison de Santé Protestante Bagatelle (MSPB) est un Établissement de Santé Privé d'Intérêt Collectif à but non lucratif. Elle occupe une surface de 7 hectares avec des services de médecine et chirurgie ainsi qu'une maternité de niveau 1 et un service HAD (Hospitalisation à domicile).

La MSPB prend en charge 22 000 patients/an pour un total de 250 lits et 2700 hospitalisations à domicile pour 250 lits. Elle emploie 1248 personnes (chiffres au 31/12/2018).

La MSPB affiche depuis 2012 une volonté de maîtrise des dépassements d'honoraires mais connaît des difficultés financières du fait d'emprunts non remboursés (dette de 18,6 millions d'euros) et de la vétusté de certains bâtiments qui nécessiteraient un lourd investissement financier.

Services médicaux présents sur le site de Bagatelle (ceux d'entre eux repérés par un * sont opérés sur le site R. Piqué dans le cadre de la coopération sanitaire entre les 2 établissements) :

- Chirurgie digestive - Chirurgie obstétrique
- Chirurgie vasculaire - Chirurgie gynécologie
- Médecine d'aval des urgences*
- ORL* - Proctologie - Gastro-entérologie
- Gériatrie - Soins palliatifs
- Chimiothérapie
- Cardiologie*
- Diagnostic pré-natal et maternité
- Ophtalmologie *
- Pneumologie*
- Chirurgie urologique*
- Médecine interne
- Algologie

2.1 Le désengagement de l'armée pour des raisons financières

Les raisons invoquées pour le projet de fusion «BAHIA» sont le désengagement du ministère des armées du site de Robert Picqué. Ce désengagement s'insère dans le plan SSA 2020 (SSA : Services de Santé des Armées) qui pour des raisons budgétaires choisit de recentrer ses activités sur son corps de métier : le soutien opérationnel aux armées et à la gendarmerie en tout temps, en tout lieu et en toutes circonstances. Ce choix entraîne une simplification d'organisation et des économies de fonctionnement. Le plan entraîne depuis quelques années la fermeture de la plupart des hôpitaux militaires en France (fermeture du Val de Grâce en 2016).

Les raisons invoquées par le ministère de la Santé et relayées par l'Agence Régionale de Santé Aquitaine (devenue ARS Nouvelle Aquitaine) sont également d'ordres budgétaires. Le plan HPST pour Hôpitaux Patients Santé Territoires (loi de 2009) prévoit la réalisation d'économies de plusieurs milliards d'euros/an et la suppression de 23 000 postes. Cette logique d'austérité budgétaire se poursuit sous la présidence Macron avec le nouveau plan du ministère de la Santé et des Solidarités (sic !) baptisé « Ma santé 2022 ». Ce plan espère par le «virage ambulatoire» et le recours à la télé-médecine, faire mieux avec moins.

2.2 Un projet marqué par l'opacité

Le rapprochement entre les deux structures hospitalières a commencé en octobre 2010, les deux entités travaillant alors en bonne complémentarité sanitaire. En 2012 est créé un Groupement de Coopération Sanitaire de moyens (GCS) de droit privé, il prendra le nom exotique de BAHIA. Le 6 décembre 2016, un accord est signé entre le ministère des Armées, la MSPB et l'ARS. Il prévoit, à la grande surprise de nombreux observateurs avertis du dossier, de regrouper les activités des deux structures de Bahia sur le site de la MSP Bagatelle. L'option initiale d'un regroupement sur le foncier de l'hôpital R.Picqué, pourtant portée par le bon sens, est abandonnée sine-die.

L'interrogation posée par les citoyen.ne.s et reprise dans le rapport final de l'enquête publique menée par Bordeaux Métropole en mai 2019, est : **« pourquoi ne pas avoir choisi les 25 ha de Robert Picqué pour réaliser ce projet en conformité avec l'augmentation de la population prévue ? »** Les arguments présentés par les promoteurs du projet se bornent à répondre qu'il s'agit d'un choix du ministère des Armées qui souhaitait se désengager de Robert Picqué, en invoquant des raisons financières.

Ce choix semble pourtant peu rationnel : Bagatelle ne dispose d'aucune réserve foncière pour faire face à l'augmentation de la population. L'ambition affichée de recevoir notamment 240 000 consultations et pas moins de 40 000 urgences par an sur ce site apparaît peu réaliste au vu de l'espace disponible alors que l'hôpital Robert Picqué possède déjà un service des urgences performant, entièrement rénové en 2001.

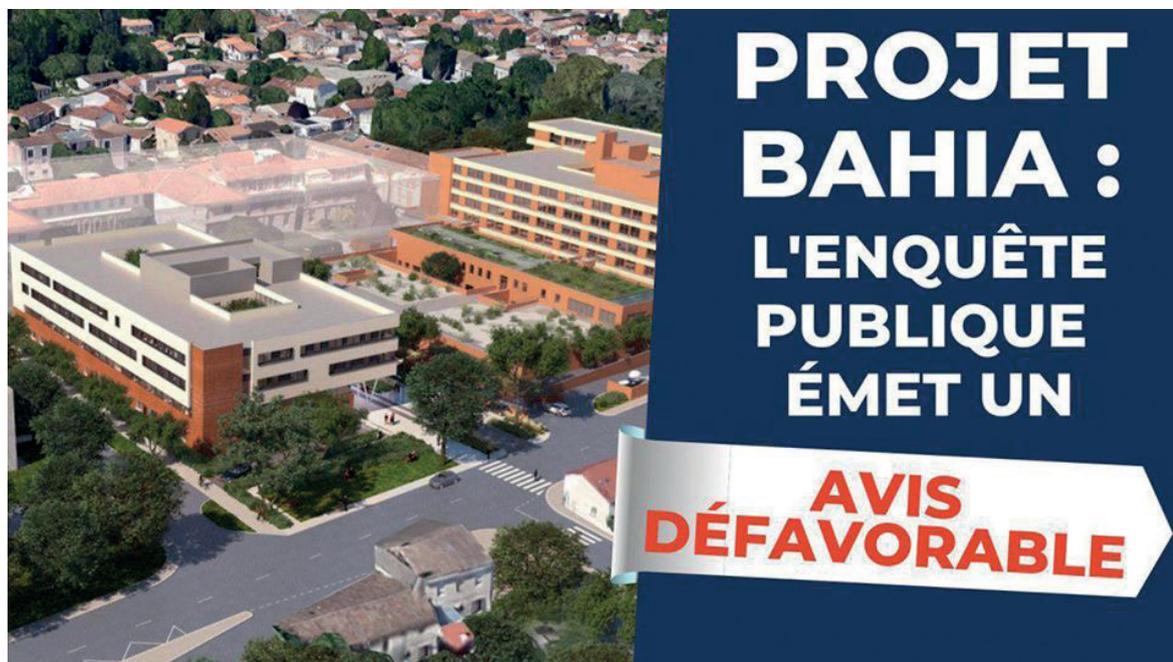
La présence des urgences sur le site de Bagatelle soulève également des inquiétudes en termes d'accessibilité quand on sait que la Route de Toulouse a déjà dépassé son seuil de gêne, et est connue pour son encombrement.

Le projet BAHIA sur le site de Bagatelle promet également une densification du quartier par la construction, en bordure de la parcelle, de deux immeubles de 22 m de haut par le promoteur immobilier COGEDIM. Cette bétonisation de la route de Toulouse entraîne la suppression d'un espace boisé classé et l'abattage d'au moins 80 arbres, dont certains sont classés majestueux. Ce projet est peu accepté et inquiète les riverains qui se sont largement exprimés dans le cadre de la votation citoyenne.

Ainsi seules les raisons financières sont avancées, pourtant, même sur ce plan, l'argument des porteurs du projet est discutable.

L'installation sur Robert Picqué serait trop coûteuse (180 millions contre 90 pour Bagatelle) **d'après le rapport d'un cabinet d'études qui ne contient aucun chiffre.** Encore une fois les arguments sont insuffisants et vite balayés. Selon les promoteurs du projet « BAHIA » l'installation sur Robert Picqué nécessiterait la construction d'un nouvel hôpital neuf puisque les structures actuelles seraient délabrées ! Il faut rappeler que 30 millions de rénovation ont été engagés il y a à peine 20 ans et surtout rappeler la destination de l'argent public: financer un hôpital public ou une structure privée ? Pourquoi cette proposition n'est ni étudiée ni chiffrée ? Il est prévu dans le «business plan» le passage des produits de la T2A (Tarification à l'Acte) de 82 millions en 2015 à 103 millions en 2021 **soit 21 millions supplémentaires, de quoi commencer à effectuer un beau toilettage de Robert Picqué !**

Enfin le budget de l'implantation sur Bagatelle ne prend pas en compte les coûts liés aux aménagements de voiries et les impacts environnementaux négatifs qui seront supportés par la collectivité.



Par ailleurs, la commissaire enquêtrice indique dans son rapport que l'opération « BAHIA » permettrait *in fine* d'espérer pour l'État une économie de 3 millions d'euros. Cela paraît une somme bien négligeable au vu des sommes et enjeux évoqués plus haut. C'est le prix de la dépossession d'une infrastructure publique.

On le voit les arguments d'économie budgétaire du côté de l'État ne semblent pas peser réellement sur le choix de l'implantation sur le site de Bagatelle puisqu'elles sont mineures au regard du budget de l'État. Si l'on s'intéresse à la situation financière de Bagatelle on découvre en revanche une clinique en difficulté financière. Bagatelle doit réaliser d'importantes rénovations au vu de la vétusté de ses bâtiments qui entraîne une dépense énergétique considérable. La MSPB est dans un équilibre financier fragile avec des emprunts financiers non négligeables (dette de 18,6 millions d'euros en 2018).

Le montage financier du projet « BAHIA » a en outre été qualifié «d'opaque» et «hasardeux» par la commissaire enquêtrice chargée de l'enquête publique.

Pour financer le projet BAHIA, Bagatelle a dû contracter des emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement, de la Caisse des Dépôts et de la Caisse d'Épargne. Or la MSPB étant trop lourdement endettée pour pouvoir emprunter seule aux banques, elle a sollicité la caution financière de la Métropole qui dans une délibération lui a accordé cette garantie à hauteur de 6 millions d'euros.

Or cette délibération est illégale, la Métropole ne disposant pas de compétence en matière de santé, et fait l'objet d'un recours pendant devant le Tribunal Administratif.

Une subvention du Comité Interministériel de Performance et de la Modernisation de l'Offre de Soins (COPERMO) est évoquée dans le business plan du projet BAHIA et semble cruciale dans le montage financier. Pourtant celle-ci n'est pas chiffrée et les comptes 2018 de Bagatelle nous apprennent que le 1^{er} versement attendu de 1,25 million d'euros a été décalé.

L'accord de 2016 stipule que l'État s'engage à financer un tiers de la structure BAHIA, ce sont donc 30 millions d'euros d'argent public qui sont versés pour ce projet hospitalo-immobilier privé. Une contribution annuelle du ministère des armées, relative à l'utilisation des futurs locaux de BAHIA par du personnel militaire ou civil des armées, chiffrée à plus de 22,6 millions d'euros sera en effet dû jusqu'en 2038. Il est en outre précisé dans ce même accord qu'il y aura une compensation du Ministère des armées à Bagatelle pour la contribution à la mission de soutien sanitaire des forces armées. Nous n'avons pas accès à ce chiffre, dans l'accord de 2016 il est prévu que la somme sera déterminée conjointement par le ministère de la défense et le ministère chargé de la santé.

Il est également précisé dans ce dernier que si au 31 décembre 2017 la MSPB ne peut justifier de l'obtention des montants prévus dans le projet économique par la vente de ses terrains, un apport du COPERMO, un emprunt bancaire ou tout autre moyen, le ministère des Armées pourra résilier le présent accord.

Le financement du projet BAHIA suscite ainsi les plus vives inquiétudes quant à sa fiabilité et sa pérennité. **Il apparaît également hasardeux de confier le monopole des soins sur un bassin de vie de 200 000 habitants à une entité qui ne parvient même pas à réaliser un emprunt bancaire sur son propre nom.**

2.3 Les aspects sanitaires de la fusion

Dans sa plaquette de présentation le projet BAHIA annonce 450 lits d'hospitalisation soit une perte de plusieurs dizaines de lits par rapport à la situation initiale (492 lits) malgré la démographie et le nombre d'urgences à traiter (40 000 à l'horizon 2021 selon les promoteurs du projet sur seulement 5 hectares). Le projet BAHIA mise en grande partie sur le virage ambulatoire et le développement sur le territoire de l'Hospitalisation à Domicile déjà très développée par Bagatelle. Le projet annonce en effet 350 lits en HAD, des lits qui sont en réalité des voitures.

L'un des arguments des défenseurs du projet « BAHIA » est la nécessité de la sauvegarde des emplois à la fois de Bagatelle et de Robert Picqué que seule la fusion permettrait de garantir. Or là encore les chiffres incitent à la prudence, car si Robert Picqué compte 800 agents et la MSPB 1248, le projet BAHIA n'annonce que 1400 salariés.

Ce sont donc près de 600 emplois qui seraient perdus après la fusion, contrairement à ce qui était annoncé. Par ailleurs il est évident que l'emploi salarié de soignants est directement lié au nombre de patients soignés, et non pas à la localisation de l'activité sur le site de Bagatelle.

A cette inquiétude sur les pertes de lits et l'espace foncier dédié aux activités médicales, le projet BAHIA acte également la disparition de plusieurs services et spécialités médicales :

- ⊖ Service Santé-Voyages-Vaccination
- ⊖ Les urgences dentaires
- ⊖ Le centre de traitement des blessés radio-contaminés
- ⊖ La structure départementale de références urgences Nucléaires, Radiologique, Bactériologique, Chimique (NRBC) structure de référence pour faire face à des catastrophes sanitaires, Bahia ne sera pas en mesure de prendre la relève.
- ⊖ Le centre de formation pour le personnel médical
- ⊖ Le centre de rééducation fonctionnelle avec Balnéothérapie
- ⊖ Le centre d'expertise médicale du personnel navigant
- ⊖ **Et l'héliport qui ne pourra pas être transféré dans BAHIA par manque de place.**
- ⊖ Incertitude sur le devenir du laboratoire de biologie médicale.

Enfin, toujours sur le plan sanitaire, les citoyens du bassin de population et les élus locaux n'ont aucune garantie du maintien sur secteur 1 d'un opérateur privé qui sera en situation de monopole.

2.4. Une large opposition populaire

Dès l'annonce en 2016 de la création du Groupement de Coopération Sanitaire « BAHIA », des collectifs et associations de citoyens, patients, syndicalistes et professionnels de santé se sont créés afin de défendre l'accès aux soins et le maintien d'un hôpital public sur ce bassin de vie.

L'association La Santé un Droit pour Tous, le Comité Robert Picqué, l'association Talence en Commun et l'association RIHO ont réalisé un travail de fond et un argumentaire précis contre le projet BAHIA, dénonçant son absence d'intérêt général. Très vite la mobilisation populaire a suivi. Au cours des réunions publiques et pétitions, les citoyens et patients ont pu témoigner de leurs inquiétudes quant à l'avenir de l'accès aux soins après la disparition de Robert Picqué.

L'une des batailles remportée collectivement a été l'accession au contenu de l'accord de 2016 grâce à un recours auprès de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs, les ministères des Armées et de la Santé refusant de communiquer ce document actant pourtant d'un projet soi-disant au bénéfice de toute la population. Du 30 avril au 24 mai 2019, dans le cadre de l'enquête publique relative à la modification du PLU dans le cadre du projet BAHIA, le député Loïc Prud'homme et tous les collectifs historiquement engagés dans la défense de l'hôpital Robert Picqué ont organisé une grande votation citoyenne.



VOTATION CITOYENNE EN LIGNE
votationrobertpicque.fr

1900 CITOYEN-NE-S CONTESTENT L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET BAHIA ET DEMANDENT LE MAINTIEN DE L'HÔPITAL ROBERT PICQUÉ

S'adressant à tous les électeurs de la 3^{ème} circonscription de Gironde, elle leur demandait de se prononcer pour ou contre le maintien de l'hôpital Robert Picqué. 2000 personnes ont ainsi répondu en faveur du maintien d'un service public de santé de qualité. Ces résultats ont été directement versés à l'enquête publique.

Ils ont permis, pour la première fois depuis le début du projet BAHIA en 2012, de faire entendre la voix de celles et ceux qui seront impactés directement par ce projet.

Alors que l'enquête publique de Bordeaux Métropole se fondait sur l'intérêt général du projet, la commissaire enquêtrice a décidé en toute indépendance de prendre acte de cette « participation d'une ampleur exceptionnelle » et **d'entendre les arguments de fond des opposants en rendant un avis négatif à la modification du PLU** nécessaire à la poursuite du projet BAHIA.

PLAN DU QUARTIER

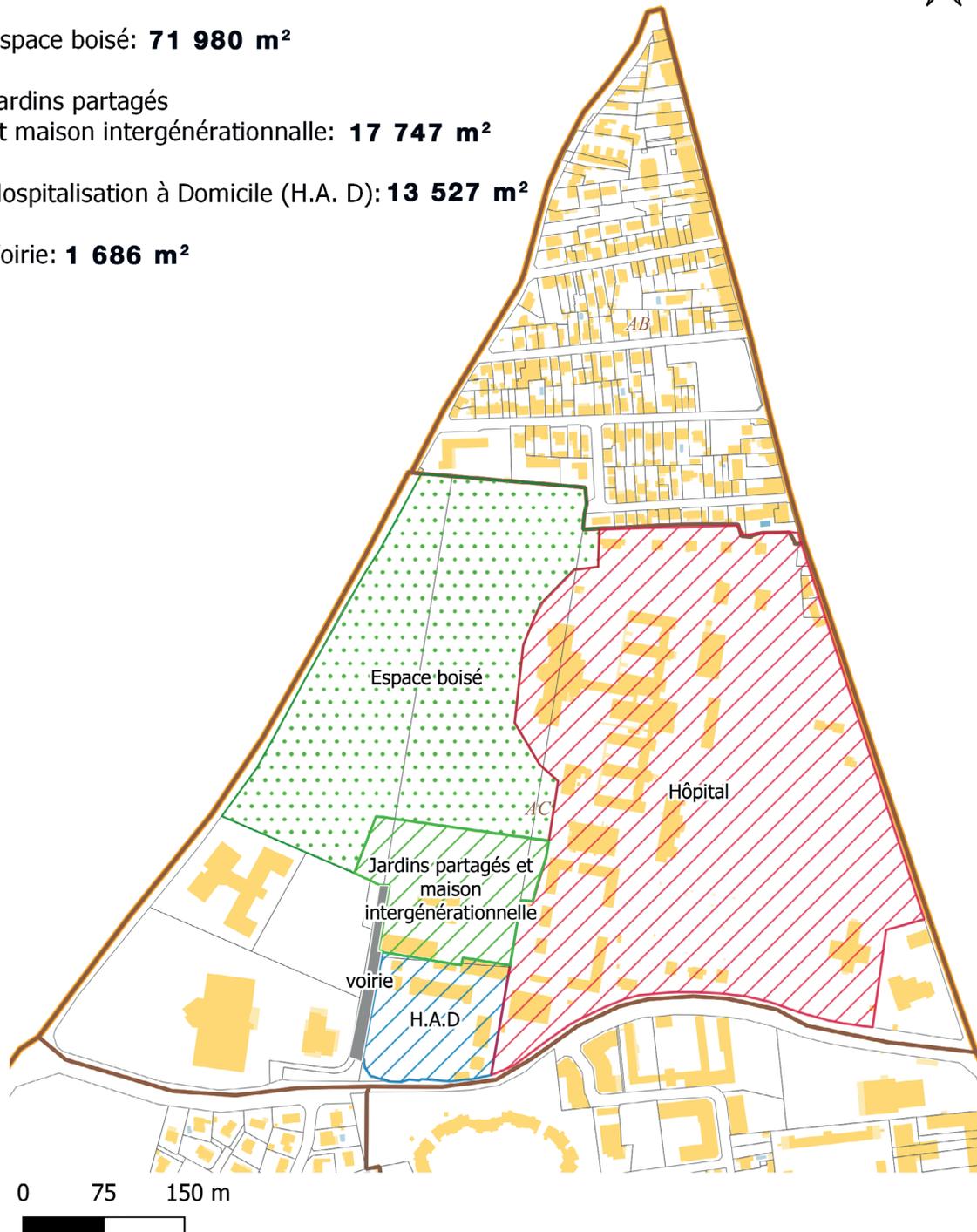
Hôpital: **138 503 m²**

Espace boisé: **71 980 m²**

Jardins partagés
et maison intergénérationnelle: **17 747 m²**

Hospitalisation à Domicile (H.A. D): **13 527 m²**

Voirie: **1 686 m²**



HÔPITAL ROBERT PICQUÉ PROJET POUR UN HÔPITAL PUBLIC DE PROXIMITÉ



3.1 Le maintien d'un hôpital public de proximité performant sur le site de Robert Picqué

Ce projet affirme le nécessaire maintien de la coopération en complémentarité des deux entités dans un périmètre redéfini avec un principe : l'argent public finance un service public qui appartient aux citoyen-nes, pas à une fondation privée même philanthropique.

L'Hôpital militaire Robert Picqué présente depuis son reformatage récent toutes les certifications et accréditations qualité pour continuer à fonctionner. Il a toujours travaillé en bonne intelligence et complémentarité avec les autres structures voisines telles que le CHU avec lequel il a plusieurs conventions de travail et de formation. Cette complémentarité sanitaire peut se poursuivre dans la durée avec la MSPB en garantissant sur le site de Robert Picqué le maintien :

- ⊕ Des urgences militaires et civiles avec la possibilité d'évacuation aérienne grâce à l'héliport
- ⊕ D'un bloc chirurgical entièrement redéfini il y a 17 ans
- ⊕ D'un service de réanimation
- ⊕ D'un service d'orthopédie particulièrement renommé et utile aux blessés en opérations extérieures
- ⊕ D'un service de rééducation psychiatrique et fonctionnelle avec piscine
- ⊕ D'un service de radiologie avec IRM et Scanner
- ⊕ Des services médicaux et d'un centre de vaccination.
- ⊕ D'un bloc de consultations externes (cf. liste page 2)
- ⊕ D'un centre des techniques de réanimation de l'avant
- ⊕ D'un centre de traitement des blessés radio-contaminés en convention avec les centrales de Blaye et Golfech (et plus largement maintien de la compétence NRBC).
- ⊕ Maintien du laboratoire d'analyses médicales avec personnel projetable en opérations extérieures



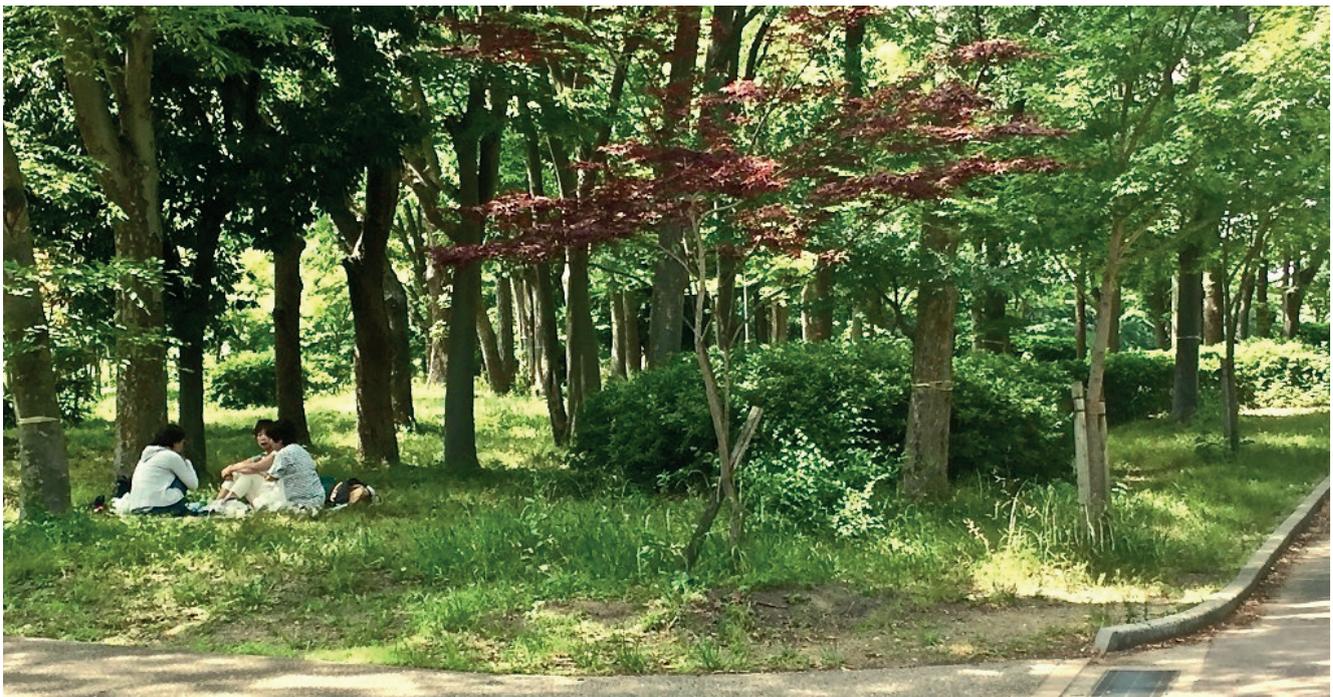
L'ancien Médecin Chef de l'Hôpital Robert Picqué de 1995 à 1999, Philippe GRIFFET, qui a lui même mis en place une grande partie des réhabilitations **s'est interrogé publiquement sur cette « funeste décision de fermeture »** et se pose la question du « devenir de ce magnifique site **et du coût de ce démantèlement si vite programmé** ».

La qualité et la fiabilité de l'hôpital Robert Picqué défendue tant par les professionnels de santé que les patients n'est donc plus à démontrer. Cependant, si les installations sont qualifiées de vétustes par les défenseurs d'une fusion sur le site de Bagatelle, **la réorientation de l'argent public engagée dans ce projet (30 millions d'euros) et l'augmentation prévue des produits de la T2A (21 millions supplémentaires d'ici 2021) devraient permettre d'offrir à Robert Picqué une rénovation qui atteindrait près du double de ce qui a été fait en 2001, un sort enviable pour beaucoup d'hôpitaux.**

3.2 Faire de Robert Picqué un poumon vert de notre territoire :

A ce jour il resterait donc **24,5 ha de foncier appartenant au ministère des armées. 13,8 ha resteraient dévolus au centre hospitalier Robert Picqué pour préserver tous les services et spécialités médicales** cités plus haut et la possibilité d'extension future en fonction de l'évolution démographique du bassin de vie.

Sur les 10,7 ha libérés : 7,7 ha de parc arboré & promenade, poumon vert



Cet espace pourrait être la propriété de Bordeaux Métropole pour s'engager dans une vraie politique de reconquête de la biodiversité et d'atténuation du changement climatique.

Tous les constats scientifiques actuels le confirment : l'urgence environnementale et climatique est là.

✓ Nous faisons face à une perte dramatique de la biodiversité : papillons, abeilles, araignées, etc. Les insectes disparaissent à une vitesse alarmante. C'est ce qu'une récente étude allemande sur le déclin massif de la « biomasse des arthropodes » confirme. Jusqu'à **67% de ces insectes ont disparu en à peine dix ans** dans les prairies et les forêts.

✓ **Les tensions autour de l'accès à la ressource en eau sont croissantes**, notamment dans les grandes métropoles du bassin Adour-Garonne. Il est nécessaire d'avoir des espaces boisés pour restaurer un fonctionnement du cycle de l'eau, notamment en zone urbaine. **La proximité d'un captage d'eau sur cette unité géographique plaide aussi en ce sens.**

✓ Ce projet de parc arboré sera **un allié indispensable contre le réchauffement climatique et les îlots de chaleur**, au cœur d'un territoire largement artificialisé : il est scientifiquement avéré que **la baisse de température peut atteindre plus de 3°C dans les espaces arborés**. Véritable poumon vert du quartier, le parc Robert Picqué sera plus que jamais un lieu de vie et de lien social.

Une parcelle de 1,7 ha (17 000 m²) sera dédiée à des jardins maraîchers partagés entre jardins pédagogiques, jardins partagés et jardins « thérapeutiques » accessibles aux patients de l'hôpital Robert Picqué et aux résident-es de l'ephad, à l'interface des 2 surfaces :

- avec des projets d'animation pour aider au maintien de l'autonomie et à la guérison par les activités de maraîchage / jardinage (activité physique douce)
- des ruchers pédagogiques et un accès à la formation en agriculture urbaine (complément du Rucher pédagogique de Sourreil) + jardin pédagogique pour les écoles.



Sur cette parcelle, **implantation d'une maison intergénérationnelle**, coût hors foncier 385 000 € HT (construction passive en bois ou réaffectation du bâtiment existant sur la parcelle) pour animer ces projets et accueillir le service municipal de mise en relation pour des logements partagés à Villenave-d'Ornon. Un senior isolé accueille un-e étudiant-e moyennant une aide pour les menues tâches quotidiennes : courses, ménage, jardinage, etc ...

Intermédiation assurée par la mairie si problème, gestion technique et administrative des propositions de logements et des baux.



Au regard de la sociologie de Villenave-d'Ornon selon les statistiques INSEE il y a actuellement environ 2000 personnes âgées de plus de 60 ans propriétaires de leur logement sur la commune, dont une grande proportion est en situation d'isolement. Ce mode de logement pour les étudiants pourrait donc concerner entre 800 et 2000 logements. C'est la solution la plus écologique qu'il soit possible d'imaginer : pas de nouvelle construction (absence d'artificialisation accrue des sols, pas d'extraction de granulats ni ciment pour construire, etc) et une optimisation de l'occupation du bâti existant. Il est par ailleurs possible d'imaginer un programme spécifique de rénovation thermique performante pour les propriétaires occupants de ces logements.

3.3 Les enjeux budgétaires

En ce qui concerne les 13,8 hectares de Robert Picqué, afin qu'ils gardent leur vocation sanitaire, il appartient donc au Ministère de la Santé de reprendre à son compte le foncier et son activité. Il s'agit en réalité du simple transfert d'une ligne budgétaire entre deux ministères. Cela ne coûte donc rien à l'État et aux contribuables.

Je sollicite sur ce point un arbitrage du 1^{er} ministre afin de garantir le maintien d'un hôpital public de proximité sur le site de Robert Picqué.

Qu'en est-il du prix des installations et bâtiments existants sur le site de l'hôpital R. Picqué ? **Si on s'en tient aux arguments (répétés depuis au moins 5 ans) de l'ARS et de l'armée, ces installations sont obsolètes et sans valeur** et c'est d'ailleurs pour cela que la fermeture et le transfert vers le site de la MSPB est justifié.

La valorisation financière est donc à cette heure de 0 €. Si une étude était opposable aujourd'hui à cet argument ce serait donc la démonstration que le projet BAHIA tient sur des chiffres éludés ou tronqués.

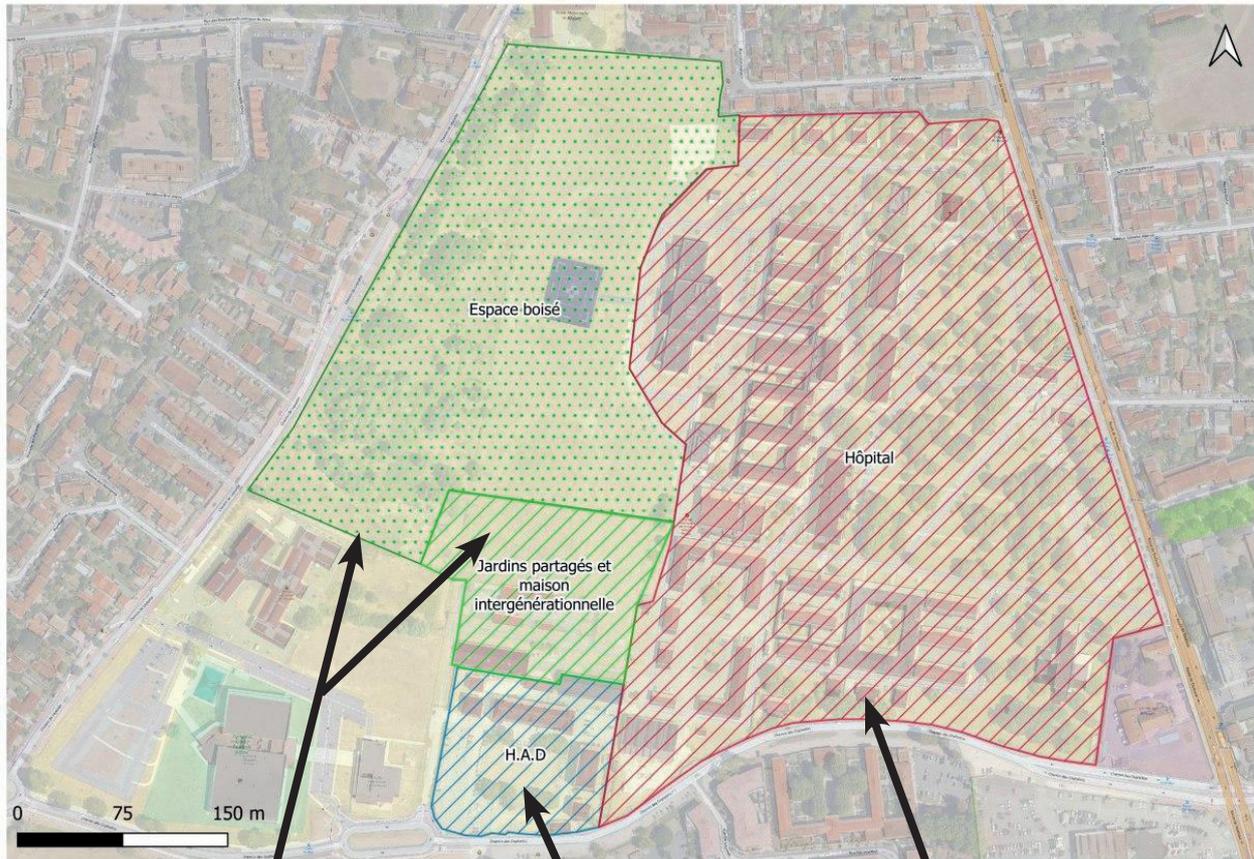
Bordeaux Métropole joue déjà le rôle d'opérateur pour acquérir le foncier de Robert Picqué et y faire des projets immobiliers hors-sol après sa dissolution dans le projet BAHIA.. Elle peut donc reprendre le foncier des 10,7 ha dédiés à l'espace boisé, aux jardins partagés et à la Maison Intergénérationnelle en accord avec les objectifs de transition écologique qu'elle s'est fixée.

Par rapport au projet BAHIA 2022 qui envisage la reprise de la surface totale par la Métropole et si on se réfère aux prix du marché, **cette alternative fait économiser environ 100 millions d'euros aux contribuables métropolitains.**

Au sujet des 1,3 hectares mobilisés aujourd'hui par la HAD de Bagatelle, 2 options sont possibles :

- *statu quo* : Bagatelle opère sur un terrain du ministère des armées
- la MSPB Bagatelle se porte acquéreur du foncier.

RÉAFFECTATION DES SURFACES



Pour contacter Loïc Prud'homme et suivre son actualité

PERMANENCE PARLEMENTAIRE

281, route de Toulouse

33140 Villenave d'Ornon

05 57 93 51 42

contact@loicprudhomme.fr



Facebook / @LoicPrudhommeFI



Twitter / @PrudhommeLoic



loicprudhomme.fr



La France insoumise